

Procès-verbaux de la Société royale du Canada, 1970, y compris les états financiers certifiés par les vérificateurs pour l'année terminée le 28 février 1971, en conformité de l'article 9 de la *Loi constituant en corporation la Société royale du Canada*, chapitre 46, Statuts du Canada, 1883, et un abrégé de l'histoire de la société, et un calendrier 1970-1971. (Texte anglais).

Rapport des musées nationaux du Canada ainsi que l'état des dépenses et des transactions certifiées par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 22 de la *Loi sur les musées nationaux*, chapitre N-12, S.R.C., 1970.

Rapport de la Corporation du Centre national des Arts, y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1970, en conformité de l'article 17 de la *Loi sur le Centre national des arts*, chapitre N-2, S.R.C., 1970.

Rapport de la Compagnie des jeunes Canadiens y compris les états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 25 de la *Loi sur La Compagnie des jeunes Canadiens*, chapitre C-26, S.R.C., 1970.

Rapport des dépenses et de l'administration relatives à la *Loi sur les allocations aux jeunes* pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 13 de ladite loi, chapitre Y-1, S.R.C., 1970.

Rapport des dépenses et de l'administration relatives à la *Loi sur les allocations familiales* pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 14 de ladite loi, chapitre F-1, S.R.C., 1970.

Rapport des dépenses et de l'administration relatives à la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 26 de ladite loi, chapitre O-6, S.R.C., 1970.

Rapport du président du Conseil de recherches médicales, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité de l'article 17 de la *Loi sur le Conseil de recherches médicales*, chapitre M-9, S.R.C., 1970.

Rapport de la Commission de la capitale nationale, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'Auditeur général, pour l'année financière close le 31 mars 1971, en conformité des articles 75(3) et 77(3) de la *Loi sur l'administration financière*, chapitre F-10, S.R.C., 1970.

Résumé du projet de loi sur la réforme fiscale présenté par le ministre des Finances.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur Hayden propose, appuyé par l'honorable sénateur Denis, C.P.,

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à examiner le résumé du projet de loi sur la réforme fiscale 1971, déposé aujourd'hui, et tous bills émanant des propositions budgétaires

en anticipation desdits bills présentés au Sénat, et de toute autre question qui s'y rapporte, et

Que le comité soit autorisé à retenir les services d'avocats, de personnel et de conseillers techniques dont il pourra avoir besoin aux fins dudit examen.

Après débat,
La motion, mise aux voix, est adoptée.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur McDonald propose, appuyé par l'honorable sénateur Hayden,

Que le nom de l'honorable sénateur Laird soit ajouté à la liste des membres du Sénat faisant partie du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur McDonald propose, appuyé par l'honorable sénateur Fergusson,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères ait le pouvoir de siéger pendant les ajournements du Sénat de plus d'une semaine.

Après débat,
La motion, mise aux voix, est adoptée.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill S-20, intitulé: «Loi modifiant le Code criminel (Admissibilité des femmes à la fonction de jury)»,

Il est—
Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Thompson attirant l'attention du Sénat sur le rapport rédigé pour le ministre responsable du logement intitulé: «Le Canada urbain: Ses problèmes et ses perspectives», déposé au Sénat le mardi 9 mars 1971,

Il est—
Ordonné: Qu'il soit différé à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Benidickson, C.P., appuyé par l'honorable sénateur Cameron, tendant à la deuxième lecture du Bill S-17, intitulé: «Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions»,

Il est—
Ordonné: Qu'il soit différé au mardi 7 septembre 1971.